

DIAL 2971

HONDURAS - À 25 ans de l'instauration du régime constitutionnel : démocratie formelle et tragédie sociale

Ismael Moreno

samedi 1er décembre 2007, par [Dial](#)

Dans cet article publié par la revue Envío d'avril 2007, Ismael Moreno dresse un tableau résolument noir de la situation politique, économique et sociale au Honduras en 2007. Face à ce qu'il présente comme une atomisation de la société hondurienne, chacun-e s'efforçant d'abord, de son côté, de survivre, il suggère que le consensus présent dans la population autour de quelques grands thèmes pourrait favoriser l'émergence de dynamiques de mobilisation et de changement.

L'absence de sécurité et le manque de protection [sociale] caractérisent la vie quotidienne de la majorité des Honduriens. Les issues pour échapper à cette crise sont chaque fois plus individuelles. Les projets qui s'offrent pour en sortir sont, chaque jour davantage, d'ordre privé. L'économie s'appuie sur les « dollars des pauvres » venant des émigrants. Et la classe politique est de plus en plus cynique. Il y a deux couleurs pour les deux partis, mais l'argent qui les unit n'en a qu'une.

Les premières semaines de 2007 ont surabondé en réjouissances de la part des hommes politiques et des fonctionnaires publics qui ont célébré les 25 ans de la Constitution de la République, et la publicité que le libéral Manuel Zelaya a donné aux triomphes de sa première année de gouvernement a été euphorique. Durant ces mêmes jours d'allégresse, le président du Congrès national a décoré Roberto Suazo Cordova comme grand démocrate : il était président à l'époque où le pays était sous le strict contrôle du gouvernement des États-Unis, représenté alors par le proconsul John Dimitri Negroponte, aujourd'hui second personnage du Département d'État. Alors que c'est sous cette funeste administration qu'a commencé la période de démocratie sous tutelle, causant des centaines de disparus. Néanmoins, 25 ans après, c'est ce que les politiques célèbrent en récompensant ceux qui ont le plus discrédité notre pays devant la communauté internationale.

« Nous sommes avant tout des hommes d'affaires »

Tout au long de ces 25 années, nous avons eu, certes, des élections successives et chaque changement de gouvernement a été pacifique. Il est vrai aussi que le rôle des militaires est devenu secondaire et que des institutions ont été créées pour représenter officiellement la protection des droits humains, les enquêtes, la poursuite des délits et la stricte application de la justice. Mais de la création formelle à la réalité journalière, la distance est grande, vu que ces institutions ont été absorbées par le modèle politique du bipartisme ; dans ces institutions stratégiques, les postes se répartissent entre les proches des deux partis et, ainsi, un seul groupe de pouvoir gouverne tout, bien que ce soit magistralement présenté comme le jeu de deux rivaux. Seuls sont différents les deux drapeaux des partis. On a formalisé une démocratie politique qui fonctionne bien dans un modèle de bipartisme et les nouvelles institutions ont étendu la dynamique de la corruption pendant que se creusait de manière scandaleuse la fracture économique. Au point qu'est devenue valable cette équation : plus grande est la démocratie formelle, plus grande est la

tragédie sociale.

Un jour, un homme politique emblématique du pays avoua, laissant de côté toute éthique, qu'eux, les hommes politiques, n'étaient ni libéraux ni conservateurs. « Nous sommes avant tout des hommes d'affaire, dit-il, et nos entreprises nous unissent dans la même couleur de l'argent. Les partis politiques nous servent à régler en public nos divergences et à les négocier loyalement à l'intérieur de nos alliances d'entreprises et de nos accords économiques. »

La Constitution de la République a servi de support légal pour légitimer des formules et des attitudes comme celles-ci qui montrent le cynisme des politiques face aux engagements envers l'État et les lois du pays. Les hauts dirigeants des partis politiques n'ont pas de couleur politique. Leur unique parti est leur capital et les intérêts de leurs corporations et de leurs entreprises. Ces 25 années de régime constitutionnel l'ont amplement démontré.

Sans sécurité ni protection, en qui avoir confiance ?

L'insécurité et le manque de protection sont les traits les plus angoissants qui marquent la vie quotidienne des Honduriens et des Honduriennes. Une enquête récente, parue dans un quotidien d'audience nationale, souligne que la population hondurienne est aussi préoccupée par l'insécurité et par la violence de la rue que par le chômage et l'insécurité économique.

En qui avoir confiance ? Selon un haut fonctionnaire public, 30% des chefs de la police ont des responsabilités dans le crime organisé dans sa triple dimension : trafic de drogues, trafic de personnes et vol de véhicules ; 30% laissent faire, et les 40% restant ne peuvent rien faire. Le crime organisé qui contrôle les prisons du pays paraît avoir une plus grande capacité de décision que les autorités publiques, responsables des prisons, de telle sorte que dans la structure du pouvoir, la sécurité publique se trouve dépendante de la délinquance.

Plus de 10 homicides par jour

Le respect de la vie se perd de plus en plus. Les meurtres causés par la délinquance ordinaire de la rue comme le vol des téléphones portables ou des porte-monnaie augmentent. Les médias parlent de plus de dix homicides par jour, sans compter les assassinats à l'intérieur des centres pénaux, extensions territoriales des corridors du crime organisé.

L'augmentation de l'agressivité comme attitude défensive de la population qui a peur de risquer sa vie ou d'être attaquée, est évidente. On constate aussi une augmentation de l'usage de l'espace domestique comme lieu privilégié de sécurité et une plus grande aversion pour les lieux publics que l'on traverse rapidement et avec crainte. La population est totalement convaincue que les institutions publiques de la Justice ne fonctionnent pas ou fonctionnent selon les décisions arbitraires de leurs fonctionnaires ou des chefs du crime organisé.

Les dollars des pauvres soutiennent l'économie

La plus grande partie de la population du Honduras mise sur des réponses individuelles et privées pendant que les institutions publiques perdent toute crédibilité, parce que, en fait, elles ne fonctionnent pas.

Un million d'Honduriens ont déjà décidé, pour leur propre compte et à leurs propres risques, de résoudre leur situation économique en allant travailler et vivre aux États-Unis. Et c'est cette population qui soutient l'économie nationale. En 2006, ils ont envoyé plus de 2,5 millions de dollars, ce qui représente le triple de ce qu'apporte au pays l'industrie de la *maquila* (sous-traitance) qui ne crée que quelque 135 000 emplois, alors que 1 400 000 compatriotes sont affectés directement par le chômage.

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) a fait l'éloge à la fin de l'année 2006 de l'excellente santé de l'économie hondurienne. Selon Gabriela Nuñez, présidente de la Banque centrale, nous

dépassons les 5% de croissance en 2006. Cependant tant la titulaire de la Banque centrale que les porte-paroles du FMI ne disent pas – ou le disent à mots couverts – que la croissance macro-économique serait impensable et inexplicable sans les « dollars des pauvres » de la population hondurienne qui quitte le pays continuellement pour résoudre individuellement une situation qui se révèle insoutenable et invivable à l'intérieur du territoire national.

Le cas de Don José Antonio

Les gens ont cherché pour leur propre compte la solution à leur problème quotidien de faim et de chômage. Et ils affrontent seuls les problèmes qu'entraîne leur décision de sortir du pays. Un exemple, celui de Juan Francisco, 17 ans. Comme tant d'autres, il est parti de chez lui en suivant la route du Nord. Quinze jours après, son père, Don José Antonio Garcia, fut informé que son fils se trouvait à l'hôpital de Celaya, au Mexique, sur le point d'être amputé de ses jambes après avoir été traîné par un train bondé d'émigrants. Ce paysan sans terre et sans travail, d'une des anciennes plantations bananières de la côte Nord du Honduras, serra les poings et décida d'aller chercher son fils.

Il se rendit au consulat du Mexique et l'employée de service lui dit qu'il ne fallait pas songer à obtenir un visa. « Vous aurez beau m'apporter une poignée de terre pour me prouver que vous êtes paysan, nous ne vous donnerons pas de visa » lui dit-elle. José Antonio continua sa lutte. Il s'informa des horaires de l'ambassadeur mexicain. Poussé par l'amour de son fils blessé, il s'introduisit un jour dans une réception diplomatique et s'agenouilla devant l'ambassadeur pour le supplier de lui permettre d'aller voir son fils. Finalement il obtint un visa de faveur et avant la fin du mois de février, sans aucun appui des autorités honduriennes, avec un peu d'argent récolté auprès de familles d'émigrés, il se mit en chemin vers le Mexique.

Il reviendra dans quelques jours, sans doute avec son fils déjà amputé, pour essayer de résoudre tout seul son angoissante situation, comme tout un peuple condamné à la survie et persuadé qu'en ce monde chacun doit chercher à sauver sa peau, comme savent très bien le dire les jeunes de ces régions.

Toutes les options sont de nature privée

On constate aussi dans le pays une augmentation croissante de la sécurité privée qui est entre les mains de militaires retraités et d'ex-policiers. L'insécurité se transforme ainsi en source de profits : plus il y a de criminalité et de délits, plus grande est la demande de sécurité de la société et moins l'État est capable d'y répondre, et plus augmente l'offre de sécurité privée.

On perçoit déjà ce qui est peut-être le plus grand danger pour la vie en société : que devant l'absence de réponse des institutions publiques, le nombre de ceux qui décident de se faire justice eux-mêmes augmente.

Face à l'absence de politiques publiques agricoles, augmentent les projets agricoles et de développement à but lucratif dans les zones rurales les plus pauvres, organisés par des groupes privés de développement ou par des ONG. Face à l'instabilité éducative croissante dans l'école publique, on voit croître l'offre d'éducation privée pour les classes moyennes incluant déjà les fils et les filles des éducateurs des écoles et des collèges publics. Après un an du nouveau gouvernement, la société hondurienne a déjà pris son parti : chacun cherche d'abord à sauver sa peau.

Un bipartisme uni par la couleur de l'argent

De plus en plus, les dirigeants des deux partis politiques sont des chefs d'entreprises dont les propres affaires constituent l'espace qui confère sa cohérence à leurs divergences politiques apparentes. Le consensus politique ne se trouve plus dans les institutions publiques ni dans les partis politiques proprement dit ; il est désormais dans les entreprises et les initiatives commerciales et financières. Les espaces communs aux dirigeants des divers partis se multiplient ; c'est là où ils traitent leurs affaires, arrivent à des accords politiques, signent des conventions, se délassent et organisent des cérémonies religieuses et des remises de prix pour leurs succès. Dans ces espaces, les couleurs politiques

disparaissent pour laisser place à la couleur de l'argent comme l'unique chose qui permet les véritables accords et les consensus politiques.

Le modèle bipartite commence à montrer aux groupes de pouvoir qu'il n'est plus fonctionnel. Ils s'efforcent de le rajeunir pour continuer à chercher à travers lui un contrôle des décisions dans les politiques publiques. Si plus de 50% de la population qui a le droit de vote ne s'est pas rendu aux urnes aux dernières élections, cela devrait préoccuper les groupes de pouvoir et donner l'alerte, puisque la population, qui ne croit pas dans les deux partis politiques et en général dans le système politique du Honduras, est devenu le « parti » majoritaire. Mais ils ne se réveillent pas encore.

Plus le pouvoir se concentre dans des groupes restreints d'hommes d'affaires, de commerçants, de banquiers et d'entreprises de *maquila*, plus on observe de distance entre l'État et la société, et plus la population prend ses distances avec la politique, en particulier avec les processus électoraux.

La classe politique et économique fait quelques pas pour actualiser le modèle bipartite. La réforme des articles « gravés dans le marbre » n'est plus une rumeur et le président du Congrès national lui-même a déclaré qu'il fallait éliminer les tabous des articles constitutionnels qui empêchent la réélection des présidents. De même, un groupe de juristes du Collège des avocats du Honduras s'est prononcé sur la nécessité de permettre la convocation d'une constituante pour élaborer une nouvelle Constitution dans laquelle on introduira la réélection, la prolongation du mandat du gouvernement, la nomination d'un premier ministre au sein du cabinet exécutif et la réduction à 16 ans de l'âge du droit de vote.

Bipartites sans frontières

Bien que le bipartisme soit toujours être l'expression fondamentale des groupes de pouvoir, il est certain que les intérêts et les investissements commerciaux, financiers et industriels des entreprises dépassent toujours plus les frontières nationales, les partis politiques et les corporations particulières, comme le soutient l'économiste salvadorien Alexander Segovia dans son étude « Intégration réelle et groupes centre-américains de pouvoir économique », publiée à partir de février, en trois parties, par *Envío* [1].

Les décisions des chefs d'entreprises prennent de moins en moins place dans les instances formelles de l'État ou des entreprises de chacun des pays. Il existe des instances supranationales où se prennent les décisions que les gouvernements se bornent ensuite à exécuter. Dans une analyse des conditions particulières de chaque pays, on ne peut donc faire abstraction de l'influence considérable des multinationales et du pouvoir immense des organismes financiers internationaux et du gouvernement des États-Unis.

L'île Conejo dans la ligne de mire des États-Unis

Un exemple de ces conditions est le conflit de souveraineté apparu il y a quelques mois entre les gouvernements du Honduras et celui d'El Salvador autour de la querelle pour la petite île Conejo à l'entrée du golfe de Fonseca. Ce conflit révèle la vulnérabilité des plans économiques des groupes de pouvoir en Amérique Centrale. Dans une région comme celle-ci, d'une telle fragilité économique, sociale, environnementale et politique, on ne peut jamais donner pour acquis les projets, quelque soit le pouvoir des groupes qui les promeuvent.

Une décision du gouvernement des États-Unis pour renforcer sa présence militaire dans la région centraméricaine peut passer par-dessus les intérêts auxquels le gouvernement de Washington lui-même a souscrit dans le cadre de l'Accord de libre-échange.

Il est possible que, dans le conflit clairement attisé de la souveraineté sur l'île Conejo, l'enjeu soit le réarmement des armées d'El Salvador et du Honduras pour servir à la lutte anti-terroriste des États-Unis, masque qu'utiliserait le Nord face au renforcement de gouvernements latino-américains et régionaux adversaires des politiques impérialistes.

Le bouillon (de culture) du caudillisme

Le modèle de démocratie qui s'est consolidé au Honduras se nourrit du modèle antidémocratique du bipartisme et de la dichotomie entre la démocratie formelle et la démocratie sociale et économique. Ce modèle est un bouillon de culture où fleurissent et se consolident les autoritarismes, le caudillisme et la remilitarisation de l'État.

Le détournement des fonds destinés à la réduction de la pauvreté pour couvrir les dépenses courantes d'un État otage des exigences des dirigeants du bipartisme politique est un exemple de la subordination des politiques publiques aux procédés arbitraires propres aux caudillismes.

L'insécurité des citoyens devient un argument pour promouvoir la conception d'un État policier, répressif et autoritaire qui se défend et dit défendre la citoyenneté face à une délinquance déclarée telle seulement à l'extérieur des enceintes de l'État, tandis que l'on ferme les yeux pour ne pas voir celle qui est incrustée à l'intérieur des institutions officielles.

L'ingérence ouverte de l'ambassadeur

Dans une démocratie qui place tout son poids dans le sérieux des élections et dans une existence quasi théâtrale des institutions publiques mais qui, dans les faits, est conduite conformément aux décisions arbitraires de ceux qui ont le contrôle de la politique et de l'économie, les abus de pouvoir et l'ingérence internationale deviennent une pratique courante, le panorama habituel.

C'est le cas de l'extravagante présence et ingérence de l'ambassadeur des États-Unis, Charles Ford, qui s'est, dans la conjoncture actuelle, offert le plaisir de parcourir les principales villes du pays pour convoquer et se réunir avec les « forces vives » du pays afin de donner son avis sur la manière dont le gouvernement doit se conduire, sur la façon de faire obstacle au narcotrafic et à la corruption et sur les stratégies que les entreprises privées doivent adopter pour répondre aux défis du monde globalisé.

Ford en est arrivé à suggérer le type de réformes constitutionnelles qui doivent être faites pour améliorer le fonctionnement de la démocratie du Honduras et a accusé de terrorisme les Honduriens qui ont critiqué et rejeté publiquement son intervention dans des décisions qui ne reviennent qu'aux nationaux.

Dis-moi ce que tu écoutes ...

De l'insécurité ambiante en passant par les politiciens qui font leur promotion ou cherchent à rester dans l'ombre, par les avis émis, critiques ou favorables, sur les candidatures des fournisseurs de combustibles, jusqu'au lien de la politique avec le sport, tout ce qui arrive dans le pays est déterminé dans les sphères des grands médias. Dis-moi ce que tu écoutes, qui tu écoutes, la fréquence avec laquelle tu l'écoutes et sur quels médias tu l'écoutes, et je te dirai quels sujets et quels acteurs, gagnants et perdants, déterminent la conjoncture nationale.

Un exemple. L'industrie minière est considérée par les médias, non comme un grave problème national, mais comme le ring de boxe où éclatent au grand jour les divergences et les confrontations entre le cardinal Rodríguez et l'évêque de Santa Rosa de Copán. À d'autres moments, ce même sujet apparaît comme un grave problème national. Mais c'est pour réduire la pression citoyenne qui réclame l'approbation de la Loi de transparence ou pour faire oublier d'autres sujets comme les combustibles, les affaires liées aux pouvoirs occultes du crime organisé ou l'affaire du mystérieux avion abandonné dans l'aéroport de Toncontín durant toute une année sans qu'une quelconque autorité n'ait établi sa provenance, ses propriétaires et la raison de sa présence dans le pays.

Ce qui est certain, c'est que les mines étant un sujet de haute importance nationale, il est traité par les grands médias selon les intérêts du moment des groupes de pouvoir.

Par la terre et avec les émigrants

Mais il y a des solutions qui ne sont pas individuelles et des opportunités dont nous devons profiter. La sensibilité de la population envers la défense des ressources naturelles et de l'environnement devient une

préoccupation nationale. Sur ces sujets, les gens se sentent concernés. C'est peut être là un facteur qui rompt avec les solutions individuelles et privées qui prédominent. Les propositions sur la protection de notre lieu de vie et sur la réduction de la vulnérabilité environnementale et sociale intéressent de plus en plus. Le thème de la terre, tellement oublié par l'État et si sensible aux gens pauvres de la campagne, aux peuples indiens de l'Ouest du pays et aux populations [garifunas](#) de la côte atlantique, émerge et peut créer une dynamique génératrice d'une conscience nationale et d'une lutte sociale.

Le lien qui peut s'établir entre, d'une part, les familles et les secteurs sociaux à l'intérieur du pays et, d'autre part, les travailleurs immigrants en situation légale et surtout avec les sans-papiers, avec le rapport qui peut être établi avec la situation économique et sociale du pays et l'idée de transformer les *remesas* (envois d'argent des migrants) en moyen de pression pour demander des politiques publiques en faveur des immigrants, peut devenir un facteur de rassemblement et former une dynamique.

Défense collective et promotion de la citoyenneté

Les gens ont besoin de se protéger et de trouver pour cela les espaces nécessaires. Pour éviter que ne prédomine la tendance à se faire justice soi-même, faire le choix de nous défendre de manière collective grâce à la connaissance de nos droits et de la législation dont la base est la protection de la personne devient un enjeu vital.

On ne pourra parler de citoyenneté sans prise de conscience de ce qu'elle signifie et sans institutions qui garantissent les droits des personnes. Il est vain de s'efforcer de promouvoir la citoyenneté sans s'affronter à ce qui menace la vie des citoyens. La lutte pour que des institutions publiques responsables fonctionnent et appliquent les lois ou la lutte pour épurer la police et obtenir l'indépendance de la justice par rapport aux partis politiques sont des conditions nécessaires à la construction d'une authentique citoyenneté.

Le désir d'être écouté semble être une revendication généralisée et peut être un facteur pour créer une conscience citoyenne active capable de faire des propositions. Il peut être aussi à la source de l'organisation communautaire de base dont les demandes peuvent être canalisées à travers les municipalités comme facteur de cohésion de l'organisation sociale. La structuration des efforts régionaux et nationaux à partir de thèmes communs privilégiant les nouveaux acteurs qui émergent dans les régions, les efforts actuels comme ceux de la Coordination nationale de résistance populaire et l'Alliance civique pour la démocratie sont positifs, mais sont encore très limités dans la réflexion et l'orientation politique.

Pour toutes ces raisons, l'élaboration d'une réflexion, l'analyse et la recherche à l'intérieur des processus d'organisation restent des conditions nécessaires pour que surgissent des dynamiques sociales et organisationnelles novatrices, structurées à la base et articulées au niveau national.

Avec les moyens de communication alternatifs

Il n'y a pas de doute que ces paris représentent un énorme défi pour les moyens de communication alternatifs. Si la structuration du mouvement social autour de thèmes communs et mobilisateurs est le grand pari stratégique, la structuration des médias alternatifs au service de ces paris constitue la stratégie de communication pour l'année 2007.

- **Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2971.**

- Traduction de Bernard & Jacqueline Blanchy pour Dial.

- Source (espagnol) : revue [Envío](#), n° 301, avril 2007.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir (1) <http://www.envio.org.ni/articulo/3456>, (2) <http://www.envio.org.ni/articulo/3493>, et (3) <http://www.envio.org.ni/articulo/3515>.